

Informations parlementaires

SÉNAT **Session ordinaire de 2021-2022**

TEXTES RÉGLEMENTAIRES

NOR : INPS2217872X

Arrêté n° 2022-52 relatif aux prises de vues à caractère professionnel dans le Jardin du Luxembourg

Les Questeurs,

Vu les articles 2 et 7 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires ;

Vu l'arrêté n° 2016-203 du Président et des Questeurs du 19 juillet 2016, portant Règlement du Jardin du Luxembourg ;

Vu le rapport n° 2022-017 de la Directrice de la Communication, en date du 1^{er} juin 2022 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Questure,

Arrêtent :

TITRE 1^{ER}

PRINCIPES ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

Principes

Les prises de vues peuvent être autorisées dans les parties ouvertes au public du Jardin du Luxembourg, à condition :

- de ne pas porter atteinte à la sûreté du Palais du Luxembourg ou de ses dépendances ;
- de respecter le principe de conservation du domaine et les contraintes liées à son entretien ;
- de respecter la tranquillité et la sécurité des usagers ainsi que le bon déroulement des manifestations organisées ou autorisées par le Sénat ;
- de ne pas nuire à l'image du Sénat.

Article 2

Champ d'application

Les prises de vues présentant un caractère professionnel sont soumises à autorisation préalable dans les conditions prévues aux articles suivants.

Les prises de vues ne présentant pas un caractère professionnel, non soumises à ces conditions, peuvent cependant être interdites en cas de méconnaissance de l'article premier.

TITRE II

CONDITIONS APPLICABLES AUX PRISES DE VUES DANS LE JARDIN DU LUXEMBOURG

Article 3

Jours et horaires des prises de vues

Les prises de vues à caractère professionnel sont réalisées du lundi au vendredi, en dehors des jours fériés, durant les heures d'ouverture au public du Jardin du Luxembourg, sauf dérogation accordée dans les conditions prévues à l'article 7.

Article 4

Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire d'une autorisation de prises de vues à caractère professionnel est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment en matière de sécurité, ainsi qu'aux prescriptions de l'arrêté n° 2016-203 du Président et des Questeurs du 19 juillet 2016, portant Règlement du Jardin du Luxembourg.

Le bénéficiaire doit se conformer aux consignes et demandes formulées par le Sénat en matière de sécurité et de respect du Jardin du Luxembourg.

Article 5

Assurances

Le bénéficiaire souscrit auprès d'une compagnie agréée une police d'assurance responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non susceptibles d'être causés aux tiers ou au Sénat, à ses biens ou à ses préposés, dans le cadre de ses activités.

Le bénéficiaire, en cas de dommages occasionnés aux végétaux du Jardin du Luxembourg, se voit appliquer le barème d'indemnisation joint à l'autorisation accordée.

Préalablement à la date des prises de vues, le bénéficiaire fait parvenir au Sénat une attestation d'assurance détaillée émanant de son assureur, mentionnant notamment :

- le nom de l'assureur et le numéro de contrat ;
- la nature des activités assurées ;
- les exclusions du contrat ;
- les plafonds de garanties et franchises en cours ;
- la durée de validité de l'attestation ;
- le fait que la prime de l'année en cours est honorée.

TITRE III

PROCÉDURE D'INSTRUCTION DES DEMANDES

Article 6

Instruction du dossier

Les demandes d'autorisation de prises de vues à caractère professionnel sont adressées à la Direction de la Communication du Sénat.

Elles doivent comporter :

- le synopsis ainsi que le script des scènes prévues dans le Jardin du Luxembourg ;
- les moyens humains et techniques envisagés ;
- les lieux prévus pour les prises de vues avec, le cas échéant, mention de la présence du Palais du Luxembourg dans leur champ.

Article 7

Sélection des projets

Sur proposition du Directeur de la Communication, le Secrétaire Général de la Questure statue sur les demandes de prises de vues à caractère professionnel :

- impliquant la présence de plus de vingt personnes ou le stationnement de plus de trois véhicules ou une entrave durable à la circulation des usagers du Jardin du Luxembourg ;
- relevant des catégories suivantes : « prises de vues à caractère publicitaire », « prises de vues à usage interne au profit d'une entreprise ou d'un organisme (diffusion restreinte ou privée) » et « rédactionnel de mode » mentionnées à l'article 11 ;
- dérogeant aux jours et horaires de réalisation définis à l'article 3 ;
- donnant lieu à une majoration de la redevance en application de l'article 12.

Le Directeur de la Communication statue sur les autres demandes.

Article 8

Délais

Les demandes de prises de vues à caractère professionnel soumises au Secrétaire Général de la Questure en application de l'article 7 sont adressées à la Direction de la Communication au moins un mois avant la date prévue.

Les demandes de prises de vues à caractère professionnel soumises au Directeur de la Communication en application du même article sont adressées au moins deux semaines avant la date prévue.

TITRE IV REDEVANCE

Article 9

Perception d'une redevance au profit du budget du Jardin du Luxembourg

Le bénéficiaire d'une autorisation de prises de vues à caractère professionnel dans le Jardin du Luxembourg verse une redevance au Sénat, au profit du budget du Jardin du Luxembourg, afin de contribuer à son entretien et à son embellissement. Cette redevance constitue la contrepartie du droit d'occupation privative du domaine public accordé au bénéficiaire.

Le bénéficiaire acquitte la redevance avant le début des prises de vues autorisées.

Article 10

Établissement de la redevance

La redevance est constituée d'un forfait journalier dont le montant varie en fonction de la nature des prises de vues.

Son montant est calculé suivant les barèmes prévus à l'article 11.

Il est majoré en fonction de l'effectif de l'équipe chargée de la réalisation des prises de vues et, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'article 12.

Il est réduit en fonction de la durée des prises de vues dans les conditions mentionnées à l'article 11.

Article 11

Montant de la redevance

Le barème des forfaits journaliers est ainsi fixé :

Catégories des prises de vues	Forfait journalier
Prises de vues à caractère publicitaire – Clips musicaux	12 000 €
Fictions cinématographiques, télévisuelles ou sur plateforme (films et séries) – Émissions de flux (divertissement, télé réalité...)	10 000 €
Court-métrages	3 000 €
Prises de vues à usage interne au profit d'une entreprise ou organisme (diffusion restreinte ou privée).....	2 500 €
Rédactionnel de mode.....	2 500 €
Prises de vues à caractère touristique	2 500 €
Documentaires – Reportages – Edition – Réalisation d'un ouvrage – Interviews – Actualité – Lancement de sujet – Illustrations – Décors...	1 200 €

Pour les prises de vues à caractère professionnel d'une durée inférieure à 4 heures (montage, démontage et remise en état des lieux compris), le forfait journalier est réduit de moitié.

Tout dépassement horaire entraîne le versement du forfait journalier prévu dans le tableau ci-dessus.

Le forfait journalier est majoré en fonction du nombre de personnes présentes (comédiens et équipes techniques) :

- 11 à 20 personnes : 400 € ;
- 21 à 50 personnes : 1 000 € ;
- plus de 50 personnes : 2 000 € ;
- plus de 100 personnes : 3 000 €.

Article 12

Majoration de la redevance

La redevance prévue à l'article 10 peut être majorée en fonction des critères suivants :

- le type et l'ampleur du matériel utilisé ;
- la présence d'animaux ;
- la mobilisation des effectifs du Sénat ;
- l'impact sur la gestion et l'usage du Jardin ;
- les prises de vues les samedis, dimanches et jours fériés, par dérogation à l'article 3.

Cette majoration est portée à la connaissance du bénéficiaire au cours de l'instruction de la demande.

La redevance est en outre majorée de 250 € par véhicule autorisé à stationner dans le Jardin du Luxembourg. Ce montant est porté à 500 € par véhicule à partir du quatrième véhicule autorisé à stationner.

Le stationnement de plus de dix véhicules et des véhicules destinés à la restauration des personnes participant aux prises de vues n'est pas autorisé.

Article 13

Exonération de redevance

Une exonération de redevance peut être accordée pour les prises de vues à caractère professionnel :

- réalisées à la demande des institutions publiques ;
- ayant un objectif d'intérêt scolaire, universitaire, humanitaire ou caritatif ;
- ayant pour objet le Jardin du Luxembourg ainsi que son histoire et son patrimoine ;
- ayant pour objet les activités et manifestations autorisées dans le Jardin du Luxembourg.

Une exonération de redevance est accordée pour les prises de vues à caractère professionnel relatives aux activités institutionnelles du Sénat.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 14

L'arrêté de Questure n° 2013-1211 du 4 décembre 2013 fixant le régime d'autorisation et le barème des redevances applicables aux prises de vues cinématographiques et photographiques dans le Jardin du Luxembourg est abrogé.

Article 15

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait en Questure, au Palais du Luxembourg, à Paris, le 8 juin 2022.

Les Questeurs,
PHILIPPE BAS
JEAN-PIERRE SUEUR
VINCENT CAPO-CANELLAS